

Séance du vendredi 14 mai 1915.

Présidence de M. Paytral.

La séance est ouverte à 3 heures.

Sont présents : M. M. Aimon, Astier, Barbier, Beauvisage, Boudenoit, Chastenet, Donner, Dupont, Forichon, Albert Gérard, Guillier, Jeanneney, Henri Michel, Perchot, Peronnet, Petitjean, De Selves, Couron et Evendrot.

M. Chastenet développe un contre-projet à ajouter à l'art. unique du projet de loi, rapporté par M. De Selves, relatif au révisé des actes translatifs de propriété immobilière pour le service des mutations cadastrales.

Combattu par M. M. De Selves, Boudenoit et M. Lles-Lacroix qui, sans le ^{au fond,} rapporter, ~~démontrant~~ qu'il ne saurait faire partie du projet actuellement en discussion, il est retiré par son auteur qui le présentera plus tard sous la forme d'une proposition de loi spéciale.

M. le rapporteur général donne ensuite

lecture d'un rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet d'augmenter la limite d'émission des bons de la Défense nationale.

À la suite d'un échange d'observations entre M. N. Donner, Desclèves, Millies-Lacroix et le rapporteur, ce dernier modifie légèrement la fin de son rapport en atténuant les éloges qu'il avait cru devoir adresser à M. Ribot, ministre des finances.

Le rapport est ensuite mis aux voix et adopté.

M. Millies-Lacroix appelle l'attention de la commission sur les nouvelles données récemment par certains journaux au sujet d'un projet de recensement de la population civile que le Gouvernement aurait présenté à la commission du budget et qui serait soumis incessamment au vote de la Chambre. Les dépenses nécessaires à cette opération seraient rétribuées, dans chaque département, par les préfets et payées par le ministère de la guerre rendant ainsi ces dépenses sans aucune espèce de contrôle. L'honorable membre demande à la commission d'autoriser sur cette grave question

3
No. le Président Du Conseil.

No. Jeanneney ajoute que lorsque la commission a décidé l'ajournement du projet de loi sur le ravitaillement, il y a quelques semaines, elle n'a pas entendu donner au Gouvernement un véritable blanc-seing (approbation).

La séance est levée à 4 heures 1/4.
